

# **DOSSIER HERCULE**

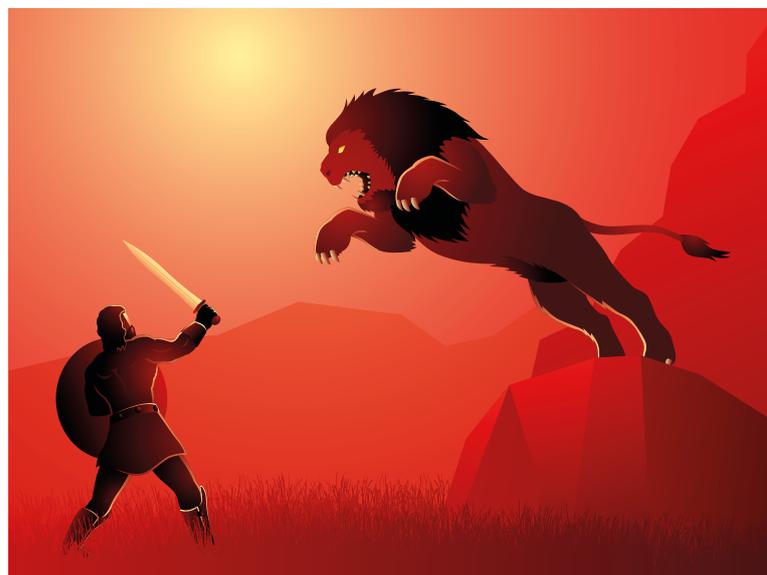
## **LE COMBAT POUR**

## **LE RETRAIT CONTINUE**

Lors des mobilisations de fin 2020, vous avez démontré votre détermination à refuser le projet Hercule. Grâce à votre action, à celles des Fédérations syndicales des Industries Électriques et Gazières (FNME-CGT, CFE-CGC Énergies, FO Énergie et Mines, FCE-CFDT), et de leurs Confédérations, vos représentants sont auditionnés par les groupes parlementaires et portent votre expression pour refuser ce projet néfaste. Néanmoins, il est nécessaire d'amplifier les mobilisations pour gagner.

Nombreux sont les salariés des entreprises des Industries Électriques et Gazières à avoir manifesté lors des actions de fin 2020 afin d'exprimer leur opposition à des projets destructeurs du secteur énergétique **contraires à l'intérêt de la Nation, de ses citoyens, et des salariés eux-mêmes.**

Malgré cela, au plus haut niveau du gouvernement, l'on s'entête à prétendre que la transformation du Groupe EDF est la seule issue possible. Récemment, le ministre de l'Économie et des Finances a indiqué «*Aujourd'hui, EDF va dans le mur si nous ne sommes pas capables de lui donner les moyens d'investir*», en ajoutant que son «*niveau d'endettement n'est pas un niveau d'endettement soutenable*».





FO Énergie et Mines rappelle au ministre que le niveau d'endettement du Groupe EDF est de la responsabilité de l'actionnaire principal (l'État) et des choix stratégiques des PDG de ces dernières années qui ont dilapidé des milliards d'euros dans des investissements plus que hasardeux. Il est donc **indigne à nos yeux de mettre en avant cet endettement pour détruire totalement le Groupe**, en ouvrant dans le même temps la porte à des capitaux privés.

Le ministre a rajouté « *Ma responsabilité de ministre de l'Économie et des Finances, c'est de donner à EDF [...] les moyens de se développer et de rester l'une des plus grandes entreprises énergétiques de la planète. C'est ça l'objectif* ».

Nous lui répondrons que sa responsabilité devrait plutôt porter sur la nécessité absolue de permettre à la France d'avoir une entreprise publique au service de l'intérêt général permettant d'assurer l'indépendance énergétique du pays, la sécurité d'approvisionnement d'un bien de première nécessité et la péréquation tarifaire pour tous les clients sur l'ensemble du territoire. Mais il semblerait que l'objectif du ministre et du Gouvernement soit ailleurs, et plutôt du côté des banques d'affaires ou de capitaux privés...

**Bien loin donc de l'intérêt général et d'une approche Républicaine du service public !**

FO Énergie et Mines estime qu'il est grand temps de dresser un bilan de la libéralisation du marché de l'énergie et de l'ouverture du capital d'EDF et de la privatisation de Gaz de France. Ce bilan permettra de mettre à jour que cette déréglementation a renchéri les coûts de l'électricité et du gaz et a fragilisé le service public. Le démantèlement du Groupe EDF ne viendrait qu'aggraver la situation. D'ores et déjà les médias annoncent qu'en 10 ans, les tarifs réglementés de vente de l'électricité ont progressé de 50 % ! Où est donc le bénéfice de la concurrence, tant vanté par Bruxelles et nos gouvernants ?

**Il nous faut donc continuer à nous mobiliser afin de faire reculer le gouvernement sur ce dossier Hercule synonyme de catastrophe industrielle, économique et sociale.**

**ENSEMBLE, REFUSONS LE DÉMANTÈLEMENT DU GROUPE EDF :**

- **EN FAISANT LA GRÈVE LE MARDI 19 JANVIER**
- **EN SIGNANT LA PÉTITION : <http://chnng.it/SVHTrYSp>**

**P 2/2** **AGIR, NE PAS SUBIR !**

**[www.fnem-fo.org](http://www.fnem-fo.org)**